

RESOLUTION

Auteur Mathieu Clerc, Les Verts, Flavien Sauthier, UDC, David Crettenand, PLR, et Vincent Roten, PDCC
Objet Canton du Valais – zone hors TISA/TAFTA
Date 13.09.2017
Numéro 7.0063

Une cinquantaine de pays, sous l'impulsion des Etats-Unis et de l'Australie, ont décidé de lancer en 2012 une série de négociation commerciale suite aux échecs des accords de Doha à l'OMC. Ces négociations commerciales sont connus sous différents acronymes TISA (Trade in Services Agreement, ou Accord sur le commerce des services), TAFTA (Trans Atlantic Free Trade, ou Traité de libre-échange transatlantique).

Ces accords ont pour but de supprimer les barrières douanières, d'intégrer de nouvelles possibilités d'accès aux marchés des services et de marchandises, et de favoriser l'accès réciproque aux marchés publics.

Cependant la ratification de ces accords entraînera de nombreux problèmes, comme par exemple:

- Une diminution des normes environnementales, sociales et sanitaires
- Une libéralisation par défaut, qui signifie que seuls les secteurs cités explicitement dans les accords ne seront pas libéralisables
- Une clause appelée «standstill» qui définirait à la date de signature le niveau de régulation maximal de tous les secteurs, avec l'impossibilité de revenir à un taux de régulation supérieur
- Une mise à l'écart des pays émergents, où seuls les «amis de l'Occident» participent à la conclusion de ces accords
- L'instauration de tribunaux d'arbitrage privés, où de grandes multinationales attaquent les Etats, avec comme conséquence une perte de souveraineté et de démocratie

La présente résolution veut exprimer les inquiétudes concernant les accords TISA/TAFTA négociés en secret par les différents Etats. Elle veut également mettre en garde des effets pervers de ces accords pour nos agriculteurs, nos PME, nos citoyens sur le plan sociétal, économique et environnemental.

Ces traités sont depuis plusieurs années le fruit d'un combat citoyen à l'échelle Suisse mais également européenne. De nombreux cantons et communes se sont déjà déclarés «zone hors TISA/TAFTA», comme par exemple Genève, Vaud, Zoug, Carouge, Zurich.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de soutenir sans réserve cette résolution afin de déclarer le canton du Valais «zone hors TISA/TAFTA».

Conclusion

Le Grand Conseil valaisan exprime sa vive inquiétude concernant les accords TISA/TAFTA et leurs effets néfastes sur les agriculteurs, sur l'économie, sur le service public ainsi que sur l'environnement.

Au travers de cette résolution, le Grand Conseil valaisan informe l'Assemblée Fédérale du positionnement du canton du Valais «zone hors TISA/TAFTA».

Le Grand Conseil valaisan invite le Parlement à publier immédiatement le contenu des négociations secrètes entreprises actuellement pour la conclusion des accords TISA/TAFTA.